



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUÏ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Max LEVITA, Bernard TRAVIER

Hors commission - Plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine métropolitain - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis deux ans, la Métropole porte résolument les enjeux majeurs du changement climatique et de la qualité de l'air qui exigent la mise en œuvre concrète d'une transition écologique et sociale résolue. Le Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire (PCAET solidaire), arrêté en mars 2022, en est une composante majeure par les réductions des émissions de gaz à effet de serre ainsi que des polluants atmosphériques et par l'adaptation du territoire au changement climatique qu'il porte. L'ambition est d'atteindre la neutralité carbone en 2050 avec un plan d'actions 2021-2026 qui permet de tenir la trajectoire grâce à une programmation pluriannuelle d'investissement volontariste.

Aujourd'hui, la Métropole, comme l'ensemble des collectivités et acteurs économiques du territoire national, subit, de surcroît, l'explosion du coût des énergies. La Collectivité fait ainsi face à des hausses considérables : +175% pour l'électricité, +250% pour le gaz, +75% pour l'éclairage public. Dès l'exercice 2023, cela engendre un surcoût d'une dizaine de millions d'euros pour le strict périmètre de la Métropole qui va peser lourdement sur le budget de fonctionnement. L'impact pour le délégataire TaM étant estimé à près de 8 M€, c'est au total une facture de 18 M€ supplémentaire qui se dessine en 2023.

Malgré le choc budgétaire sans précédent que représente cette évolution, la Métropole fait le choix affirmé d'éviter d'éroder le service public proposé à la population. Des marges de manœuvre immédiates sont identifiées en complément d'une stratégie de moyen et long termes et des investissements qui doivent être portés ensemble, par les collectivités, l'Etat et le secteur privé.

Partie 1 – La transition énergétique déjà au cœur des actions de la Métropole

Dans une démarche d'éco-responsabilité, la Métropole a, de longue date, déployé une série de mesures permettant de réduire les consommations d'énergie de son patrimoine via des actions de rénovation des bâtiments, de l'éclairage public, du pilotage des équipements de génie climatique ou encore de l'optimisation de la flotte de véhicules. Le respect des températures réglementaires, 19°C l'hiver et 26°C l'été, est aussi déjà ancré dans les habitudes de la Collectivité.

Des mesures sur la maîtrise des consommations d'eau ont également été engagées par la collectivité depuis plusieurs années au niveau des bâtiments ainsi que des espaces verts. A l'échelle de la Métropole, l'ensemble des actions menées sont à poursuivre, elles seront prochainement renforcées par les actions de sensibilisation visant à réduire encore nos dépenses en la matière.

Concernant le parc automobile, la collectivité s'est engagée à augmenter la proportion de véhicules électriques pour sa flotte de moins de 3,5 tonnes, avec pour objectif de passer de 8 % à 49 % entre 2019 et 2025. Il convient de rappeler que cette démarche contribue tant à la réduction des émissions des gaz à effet de serre qu'à la maîtrise des dépenses énergétiques. En effet, le coût d'un plein d'essence demeure nettement supérieur au coût de charge des véhicules électriques.

Sur la thématique des éco-gestes, la Métropole soutient l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) qui porte un service neutre de conseil en économies d'eau et d'énergie à la fois pour les particuliers et les communes du territoire. De plus, la Métropole s'est engagée dans la démarche EcoWatt développée par Réseau Transport d'Electricité en partenariat avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), désormais Agence de la Transition Ecologique, qui permet de sensibiliser aux éco-gestes et alerter sur les pointes de consommations électriques.

Si la sobriété énergétique est un volet indispensable de la transition énergétique, le recours aux énergies renouvelables (ENR) y contribue également, c'est pourquoi la Métropole est également engagée dans cette voie. Pour chaque bâtiment, il est étudié la typologie d'ENR la plus adaptée. Une douzaine de bâtiments métropolitains sont ainsi équipés de panneaux solaires photovoltaïques, dont trois en autoconsommation totale, permettant des économies financières annuelles évaluées à 75 k€. Six sites sont raccordés au réseau public de chaleur à plus de 69 % basé sur des énergies renouvelables et donc moins soumis à l'envolée du prix des énergies fossiles. A noter aussi, la piscine Héraclès à Saint-Brès alimentée via une chaufferie bois et le musée archéologique de Lattes qui bénéficie d'une ressource de géothermie sur nappe. Cela permet de combiner maîtrise des dépenses énergétiques et diminution des gaz à effet de serre.

Partie 2 – La nécessité d’accélérer et d’amplifier les mesures de sobriété énergétique

Les mesures déployées de longue date par la Métropole dans une démarche d’éco-responsabilité s’inscrivent en cohérence avec les pistes aujourd’hui mises en avant par les acteurs de l’énergie, cependant, compte tenu de la crise climatique et énergétique, il devient nécessaire d’accélérer plus encore les actions de sobriété énergétique en allant chercher chaque possibilité d’économie.

Bâtiments administratifs

En ce qui concerne le patrimoine de la Collectivité, les saisons de chauffe et de climatisation seront réduites et la consigne de rafraîchissement actif positionnée à 27°C, puis progressivement à 28°C selon les spécificités des bâtiments.

Une attention particulière sera accordée au respect des températures de consigne. Dans cette optique, une référente sensibilisation aux économies d’énergie et d’eau sera dédiée à l’accompagnement en continu des agents dans l’usage des bureaux et des différents types d’équipement de la collectivité. Elle prendra appui dans ses missions sur plusieurs jeunes en services civiques au sein de la collectivité et s’attachera notamment à la résolution des sensations d’inconforts évitant le recours aux chauffages et climatiseurs d’appoints.

Les équipes et moyens dédiés aux visites de contrôles et à la surveillance des consommations seront confortés afin de renforcer la détection immédiate des dysfonctionnements et leur rapide résorption.

Par ailleurs, une optimisation des consommations des ventilations mécaniques et des autres équipements techniques sera progressivement mise en œuvre en autorisant leurs fonctionnements seulement lorsque cela est nécessaire et en les mettant à l’arrêt dans le cas contraire.

L’ensemble de ces mesures devrait permettre d’atteindre dès 2023 près de 200 k€ par an d’économie.

Equipements publics

Les équipements publics sportifs sont parmi les plus énergivores au sein du patrimoine bâti de la Métropole, c’est pourquoi ils font l’objet d’une attention particulière dans le cadre du plan de sobriété énergétique déployé.

Pour autant, et contrairement à d’autres territoires, les piscines resteront complètement ouvertes afin de garantir l’accès à ce service public essentiel pour l’apprentissage et la pratique de la nage. Plusieurs mesures seront mises en œuvre pour assurer une diminution des dépenses d’énergies de ces équipements :

- La réduction uniforme de la température de l’eau des bassins sportifs, pour passer de 28°C à 27°C ;
- La fermeture des bassins extérieurs de Neptune et Caron de novembre à février ;
- L’extinction des lumières dans les bassins les jours de grand soleil et en pleine journée.

Une campagne de sensibilisation des agents et usagers de l’ensemble des équipements sportifs métropolitains sera lancée pour informer sur les éco-gestes, accompagner les changements dans les piscines, et rappeler l’importance du respect des horaires et des températures dans chaque établissement.

Ces mesures viennent compléter des dispositifs d’économies d’énergies déjà mis en œuvre notamment le plan d’équipement en éclairage LED de l’ensemble des installations sportives ou encore la mise en place d’un outil d’optimisation du pilotage des équipements de génie climatique faisant appel à l’intelligence artificielle dans les piscines métropolitaines.

L’ensemble de ces mesures devrait permettre d’atteindre dès 2023 près de 500 k€ par an d’économie.

Espace public

Il est primordial de rappeler, à titre liminaire, que la sobriété énergétique doit être désormais impérativement prise en compte pour tous les projets neufs et les projets de rénovation au sein de l’espace public.

En matière d’éclairage public, la Métropole s’engage à :

- Accélérer la rénovation des installations avec abaissement des puissances en milieu de nuit sur certains secteurs. Le budget correspondant sera augmenté de 1 à 3 millions d'euros dès 2023 afin d'atteindre un investissement d'environ 8-10 millions d'euros par an ;
- Poursuivre le déploiement d'une commande centralisée photoélectrique à l'échelle de la Métropole afin d'affiner la durée d'allumage de l'éclairage en fonction des conditions météo ;
- Poursuivre l'expérimentation d'extinction sur les grands axes de la métropole ;
- Poursuivre la politique d'extinction de l'éclairage public sur le territoire de la Métropole ;
- Poursuivre l'expérimentation de mats photovoltaïques, ou autres équipements qui permettraient de réduire la consommation énergétique.

Par ailleurs, certaines fontaines de la Métropole seront arrêtées et la période d'hivernage sera allongée.

L'ensemble de ces mesures devrait permettre d'atteindre à minima 250 k€ d'économie avec les prix 2023.

Délégataires et partenaires

En vue de réduire les impacts financiers supportés par certains délégataires et/ou partenaires porteurs de services publics, la Métropole rattache leurs abonnements électriques et gaz dans son périmètre contractuel, permettant ainsi de substantielles économies sur les dépenses d'énergie et une aide à la préservation de leurs propres équilibres budgétaires.

C'est ainsi que la Patinoire Vegapolis est restée ouverte alors que la plupart des autres établissements gérés par son opérateur Vert Marine ont été fermés sans préavis début septembre.

Les principaux autres opérateurs de la Métropole, tels que la société publique locale TaM, préparent voire mettent d'ores et déjà en œuvre leur propre plan de sobriété.

Ainsi, ACM Habitat (Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole), la SERM (société d'équipement de la Région Montpellieraine) et la SA3M (société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole), qui se rapprochent pour former le groupe Altémed, s'engagent également à travers le Plan d'Urgence Logement Energie. Ce plan retient des mesures dans trois champs d'intervention qui se combinent : la sobriété avec la sensibilisation des locataires aux éco-gestes, l'efficacité avec des travaux d'urgence et l'adaptation du patrimoine ainsi que l'accélération du déploiement des énergies renouvelables.

Afin de conforter cette logique de sobriété énergétique sur l'ensemble de son territoire et de son périmètre d'intervention directe ou indirecte, il sera demandé à toutes les structures bénéficiant de la part de la Métropole d'une subvention supérieure à 500 k€ euros de se doter d'un plan de sobriété énergétique. Les grands équipements culturels seront particulièrement concernés par cette mesure.

Dans le même sens, l'ensemble des lots fonciers des ZAC métropolitaines seront attribués selon des critères environnementaux et de maîtrise énergétique. Les opérateurs retenus (promoteurs et/ou investisseurs) devront porter une démarche RSEE exemplaire et dans le contexte actuel une sobriété énergétique radicale.

De manière générale toutes les opérations immobilières réalisées sur le territoire de Montpellier devront afficher une ambition énergétique forte et tendre vers la neutralité.

Partie 3 – Un plan de sobriété qui s'inscrit dans une stratégie structurelle de transition énergétique de la collectivité

Pour atteindre les objectifs fixés d'une part, par le Gouvernement, d'abaissement des consommations d'énergie de 10 % dès cet hiver et, d'autre part, par la mise en œuvre du Décret Tertiaire, lequel impose aux collectivités de réduire leurs consommations de -40 % dès 2030 puis -50 % en 2040 et -60 % en 2050, la Métropole s'inscrit dans une stratégie d'efficacité énergétique contenant des mesures structurelles visant à moins consommer, à produire soi-même et à favoriser les énergies renouvelables dans les achats d'énergies.

Avec une surface bâtiminaire de 150 000 m², la Métropole a une programmation pluriannuelle d'investissement dédiée à la rénovation de son patrimoine sur le volet génie climatique. Le montant est de 900 k€ annuel permettant la réalisation d'un plan de remplacement des chaudières de plus de 15 ans par des chaudières plus performantes avec un potentiel d'économie de près de 20 à 25 % de consommation d'énergie mais également un plan de rénovation des systèmes de régulation permettant de mieux consommer l'énergie et d'apporter un meilleur confort aux usagers des bâtiments.

En parallèle, un plan fraîcheur est en préparation pour déployer systématiquement des solutions passives de rafraîchissement des locaux comme la mise en place de brise-soleil, de films réfléchissants, de ventilateurs plafonniers. Ce plan a vocation à améliorer le confort thermique d'été des bâtiments et équipements métropolitains tout en modérant au maximum le recours aux modes actifs de rafraîchissement.

Et de la même manière, un plan lumière est aussi en préparation, avec certaines actions déjà mises en œuvre.

Les enveloppes PPI dédiées à l'ensemble de ces plans seront ajustées au fur et à mesure de la programmation opérationnelle des travaux afin d'assurer leur plein déploiement d'ici à l'échéance du mandat.

La Métropole poursuit sa stratégie d'évolution de sa flotte de véhicules qui a pour objectif la transition et le mix énergétique du parc, sa rationalisation, ainsi que le report modal, tout en répondant aux besoins des services. Cette ambition s'est traduite par l'adoption d'un plan pluriannuel de près de 13,5 M€ de 2020 à 2025, avec un phasage des achats en lien avec le calendrier de la zone à faibles émissions. Enfin, face à la hausse des coûts de l'énergie, la Métropole va proposer à ses agents des formations à l'écoconduite et à la pratique du vélo en ville, et augmenter sa flotte de vélos.

Sur le volet des énergies renouvelables, jusqu'à présent, une enveloppe de 300 k€ annuel est fléchée pour le développement du solaire, comme par exemple avec les ombrières en autoconsommation sur le parking de la piscine Alex Jany à Jacou. L'objectif est d'accélérer le déploiement du photovoltaïque sur le patrimoine métropolitain. Ainsi, une quinzaine de sites ont été identifiés pour lesquels les études de faisabilité vont être avancées afin de connaître les conditions technico-économiques de réalisation de ces installations en toiture ou en ombrières de parking. Une attention particulière, tant technique que juridique, sera portée à la nouvelle possibilité de réaliser de l'autoconsommation collective, pour le patrimoine de la Métropole ainsi que ses communes membres, permettant de combiner transition énergétique et baisse des dépenses de fonctionnement. En effet, au regard du prix des énergies, dès 2023, chaque projet d'autoconsommation permettra de réduire la facture énergétique de l'ordre de 20 à 25%. Il sera alors proposé une évolution de la programmation pluriannuelle d'investissement de 1 M€ par an afin d'être en mesure de faire aboutir une dizaine de projets d'ici 2026.

De plus, dans le but d'encourager le développement de la filière sur le territoire, la Métropole va mettre à disposition, d'ici la fin de l'année, un cadastre solaire. Cet outil permet d'informer les habitants du potentiel solaire de leurs toits et ainsi encourager l'étude des projets photovoltaïques.

En complément, le territoire bénéficie de plusieurs réseaux de chaleur dont le principal est situé sur la ville de Montpellier. En effet ce réseau dessert 1,8 millions de m² répartis au sein de dix quartiers. Il est alimenté en majorité par des énergies renouvelables basées sur la biomasse locale, le biogaz, la géothermie, la récupération de chaleur fatale sur des groupes froids ou serveurs ou encore le solaire. Cela permet de bénéficier d'une TVA à taux réduit pour la vente de chaleur et d'un tarif moins soumis aux aléas géopolitiques. Un nouveau réseau est en cours de construction avec une centrale bois située à la cité créative qui desservira également le quartier croix d'argent. D'autres projets sont à l'étude afin d'étendre le réseau de chaleur renouvelable sur le territoire avec en ligne de mire une augmentation de 60% de la desserte actuelle en 2026 et un triplement à l'horizon 2030.

Enfin, face au développement de la filière hydrogène, la Métropole s'attachera à explorer cette nouvelle source d'énergie en s'appuyant sur les résultats des expérimentations et des projets que certaines collectivités ou entreprises locales d'énergie commencent à mettre en œuvre.

Sur le plan du cycle de l'eau, la modernisation de la station d'épuration Maera apportera sa contribution à la transition énergétique. En effet, elle permettra d'aboutir à une station à énergie positive en alliant efficacité énergétique et production d'énergie renouvelable et de récupération.

Partie 4 – Une demande d'évolution de normes nécessaire pour aller plus loin dans la recherche d'économies

Les contrats d'achat d'énergie renouvelable (ENR) à long terme, appelés *Power purchase agreement* (PPA), sont un outil efficient permettant à la fois de sécuriser les approvisionnements dans la durée et de développer les ENR au niveau local. En l'état actuel, les règles de la commande publique, en particulier celles relatives à la durée, rendent le recours au PPA difficile pour les acteurs publics. La Métropole soutient France Urbaine et la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) dans leur démarche pour faire

évoluer la législation sur ce sujet.

La Métropole soutiendra également les initiatives visant la réduction de l'éclairage des stades et gymnases lors de compétitions sportives. Un dialogue doit être ouvert avec les diffuseurs pour faire évoluer les pratiques et éviter l'éclairage en plein jour qui techniquement se justifie moins aujourd'hui.

Enfin, la Métropole sollicite une clarification des normes admises en matière de température de conservation des œuvres, ainsi qu'une analyse de leurs mises en œuvre à l'échelle du territoire national, afin de pouvoir ajuster les consignes de températures des musées au plus près des besoins réels.

La sobriété énergétique de l'ensemble du patrimoine de la collectivité et l'évolution des comportements doit devenir une ambition pour tout le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine de la Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-205542-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.